

DIRECTIVE LINGUISTIQUE UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU SEIN DE L'OFFICE D'HABITATION MONTMAGNY-BELLECHASSE

Préambule

En vertu de la Charte de la langue française et des règlements afférents, l'Office d'habitation Montmagny-Bellechasse (ci-après « l'Office ») réaffirme son engagement à promouvoir et à utiliser le français comme langue officielle et commune dans toutes ses communications, ses services et ses activités administratives.

Article 1 — Langue de communication interne et externe

- 1.1. L'Office utilise exclusivement le français dans ses communications écrites et orales internes (avis, directives, procès-verbaux, courriels institutionnels, etc.).
- 1.2. Les communications avec les citoyennes et citoyens, les organismes partenaires et les instances gouvernementales se font également en français.

Article 2 — Exceptions prévues par la loi

- 2.1. Conformément à la Charte de la langue française et à ses règlements, l'Office peut exceptionnellement avoir recours à une autre langue lorsqu'une telle utilisation est prévue et autorisée par la loi, notamment :
 - lorsqu'une personne ou un organisme ne comprend pas le français et que l'utilisation d'une autre langue est nécessaire pour assurer l'accessibilité aux services;
 - dans les cas où des obligations légales, contractuelles ou techniques imposent l'usage d'une autre langue.
- 2.2. Ces exceptions demeurent limitées et ne peuvent en aucun cas constituer la règle générale.

Article 3 — Documents et affichage

3.1. Toute la documentation officielle de l'Office (contrats, formulaires, avis,

correspondances, etc.) est rédigée en français.

3.2. L'affichage permanent et temporaire dans les immeubles sous la responsabilité de

l'Office est en français, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Article 4 — Suivi et application

4.1. La direction générale est responsable de l'application de la présente directive.

4.2. Toute situation nécessitant l'application d'une exception doit être documentée et

justifiée.

Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur à la date de son adoption par le conseil

d'administration de l'Office et sera transmise au ministère conformément aux

exigences réglementaires.

Tenue du conseil: 22 octobre 2025

Résolution no: OHMB 05-2025-009